

Ecrit par le 18 mai 2026

Budget 2025 : le Vaucluse en a un et la France non



La France n'a pas de budget 2025, le département vote le sien en étant contraint d'économiser 13M€ tout en investissant 124M€ pour maintenir l'attractivité du Vaucluse.

« Investir est le seul moyen d'assurer l'avenir, le dynamisme et l'attractivité de notre département » a déclaré Dominique Santoni, la Présidente lors de la 1ère Plénière de 2025. Les 1584 pages des 52 délibérations ont été passées au crible en moins de deux heures par les élus départementaux. Au niveau national, l'ambiance est morose depuis la dissolution. Et lors de la dernière séance en novembre 2023, sous le gouvernement Barnier, il était question de 28M€ d'économies pour le Vaucluse, l'un des

Ecrit par le 18 mai 2026

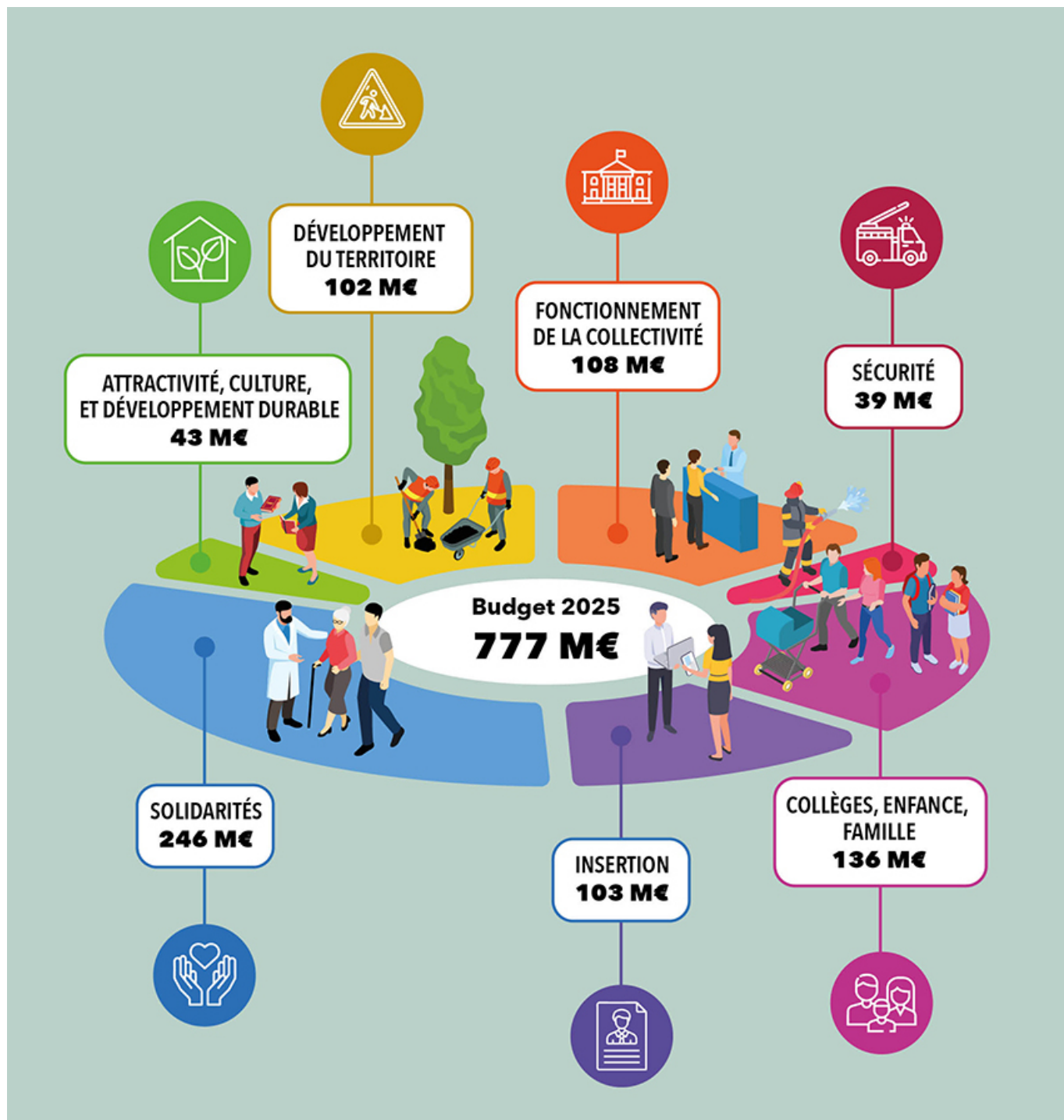
départements les plus pauvres de France... Mais depuis, avec la censure, il a fait long feu et François Bayrou lui a succédé à Matignon. « Nous avons dû trouver 13M€ grâce à l'ensemble des services qui a identifié les pistes d'économies en priorisant certaines actions, mutualisant les autres. Mais 5 piliers demeurent : l'agriculture, l'aide aux communes, la santé, les pompiers et l'investissement » a martelé la présidente.

« Investir est le seul moyen d'assurer l'avenir, le dynamisme et l'attractivité de notre département »

Dominique Santoni, Présidente du Conseil départemental de Vaucluse

Le Budget Primitif s'élève à 776,5M€ (contre 767,1 en 2024, soit + 1,2%), celui du fonctionnement, malgré la disette, passe à 688,5M€ (+ 1,4%), les dépenses de gestion (social + personnel) augmentent de 619 à 624,7M€, ce qui n'est pas si mal en période de vaches maigres. Le budget du SDIS (Service Départemental d'Incendie et de Secours) progresse, de 36M€ à 38,6M€ avec une « Prime de feu » pour les pompiers et la location d'un hélicoptère bombardier d'eau l'été.

Ecrit par le 18 mai 2026



© Département de Vaucluse

« Ce budget est réaliste, basé non sur des hypothèses mais sur des chiffres et des contraintes tangibles » ajoute-t-elle. « Oui, des économies doivent être réalisées, mais elles seront proportionnées aux

Ecrit par le 18 mai 2026

contraintes réelles, pas moins, pas plus ». 77 677€ seront dévolus au « Salon de l'Agriculture » entre le 170m2 Porte de Versailles à Paris, pour notre stand, vitrine de l'excellence agricole vauclusienne » insiste Dominique Santoni. 934 000€ pour le soutien à la culture, au cinéma, à l'image animée et 300 000€ pour les Chorégies d'Orange, le plus ancien festival du monde. Mais aussi 28,5M€ en 3 ans pour les contrats « Vaucluse Ambition » à destination des 151 communes du département.

Pour lutter contre les déserts médicaux, 4 Maisons de santé ont déjà ouvert (Avignon, Cadenet, Apt et Sorgues). « 12 500 consultations se sont déroulées, 3 000 vauclusiens ont enfin trouvé un médecin traitant » s'est félicitée Dominique Santoni. Valréas va suivre et il est question aussi d'adjoindre un assistant médical par structure ainsi qu'un bus qui quadrillera les territoires ruraux. Il existe, restent à trouver le chauffeur et le médecin.

« L'État à Paris dans son rôle de partenaire financier, n'a pas su être fiable, et je doute que nous puissions compter sur lui à l'avenir. »

Dominique Santoni, Présidente du Conseil départemental de Vaucluse

En présence de Daniel Léonard, le président de la Fédération du BTP 84 dans l'assistance, elle a évoqué les chantiers en cours, le carrefour de Bonpas, la déviation d'Orange, la Maison Départementale pour les Personnes Handicapées (7,1M€) et « Memento », le futur Pôle des Patrimoines à Agroparc. 50M€ seront dévolus à la voirie, 16,9M à la réhabilitation de collèges.

La dette par habitant est de 272€ ce qui est peu par rapport aux départements de même strate (388€) c'est dire si la rigueur est d'actualité. Et le Vaucluse positive, avance, garde le cap pour rester attractif. Et un rapport de 38 pages détaillées fait le point sur la situation du Vaucluse en matière de développement durable pour ses 564 566 habitants. Une mine d'informations sur le nombre d'allocataires du RSA qui baisse, les 2388km de voirie qu'il faut entretenir, les 160km de véloroutes. Une personne sur 6 est en situation d'illectronisme, c'est à dire ne sait pas utiliser internet, ce qui pose problème en cette période du « tout dématérialisé » même si, depuis 2023, a été déployé « Le réseau des acteurs de l'inclusion numérique ». On compte 46 000 passoires thermiques (17% du parc), 9,4% de chômeurs, mais aussi 140 000 bénévoles qui ne lésinent pas pour aider leur prochain.

+ 6,7 millions d'€
pour l'aide
aux personnes âgées



+ 4 millions d'€
pour l'aide
aux personnes
handicapées



+ 2,3 millions d'€
pour l'aide sociale
à l'enfance



©Département de Vaucluse

Enfin, en signe de solidarité, le département de Vaucluse a voté une aide de 10 000€ pour nos

Ecrit par le 18 mai 2026

compatriotes de Mayotte, frappés par le cyclone Chido le 14 décembre dernier. « Les habitations ont été dévastées, les paysages ravagés, la solidarité doit s'exprimer envers les 320 000 mahorais. Ici dans le Vaucluse, personne n'a oublié les inondations du 22 septembre 1992 à Vaison-la-Romaine et les soutiens qui nous sont parvenus du monde entier » a conclu Dominique Santoni.

Le Département de Vaucluse reporte le vote du budget et annule ses vœux 2025



Ecrit par le 18 mai 2026

En raison de la situation politique nationale, Dominique Santoni a décidé de reporter la séance budgétaire initialement prévue ce vendredi 20 décembre. Informés de la décision les différents groupes politiques de l'assemblée départementale l'ont approuvée.

« Compte tenu de ce qui s'est passé ces dernières semaines à Paris et des incertitudes concernant ce que l'Etat voulait ponctionner aux collectivités locales - notamment [les prélèvements directs envisagés par le gouvernement Barnier](#) qui nous auraient au moins impacté sur les recettes 2025 - nous avons trouvé plus sage de décaler la séance budgétaire », explique Dominique Santoni, présidente du Conseil départemental de Vaucluse que nous venons de rencontrer dans le cadre de l'entretien qu'elle nous a accordé pour la prochaine édition du Vaucluse en chiffres 2025 que nous dévoilerons en février prochain. C'est donc le vendredi 17 janvier prochain que le Département devrait voter son budget 2025.

10M€ à économiser

En attendant, une certitude : quoi qu'il arrive, le Département va devoir limiter ses dépenses en raison de la baisse des dotations comme le reversement d'une partie de la TVA ou des DMTO (Droits de mutation à titre onéreux).

Au bas mot, c'est ainsi près de 13M€ au moins qu'il faut économiser. Et cela, sans savoir à quelle sauce sera mangé le Vaucluse par le nouveau gouvernement Bayrou. Pour y arriver, la présidente, qui dispose d'une majorité relative, reçoit d'ailleurs actuellement les présidents de groupe afin de mener une concertation sur les économies possibles et les domaines d'intervention à privilégier.

Vœux : une décision symbolique

Dans ce contexte, Dominique Santoni vient également d'annuler les traditionnels vœux aux corps constitués. Il s'agit essentiellement des représentants de la préfecture, des services de l'État, des élus, des organismes locaux, de la presse...

L'an dernier, [cette cérémonie s'était déroulée au gymnase du Calavon à Cabrières d'Avignon](#). Elle avait réuni plus de 1 000 personnes.

« Il s'agit peut-être d'une mesure symbolique, annonce Dominique Santoni. Mais cette décision me paraît légitime car elle montre que nous mettons dans en mode économie, l'institution départementale aussi. »

[Vaucluse : l'un des départements les plus pauvres de France va payer pour les riches](#)

Ecrit par le 18 mai 2026

Grand Delta Habitat a signé le 40 000e logement à la Résidence Les Glycines au Thor



Grand Delta habitat a livré son 40 000^e logement au cœur de la résidence Les glycines au Thor, le symbole d'un accomplissement pour la coopérative née à Avignon il y a 60 ans, et dont la sphère d'intervention s'élargit pour gagner, outre sa propre région de Provence-Alpes-Côte d'Azur les territoires limitrophes tels que l'Occitanie et l'Auvergne-Rhône-Alpes. Une cinquantaine de personnes, élus, entreprises du bâtiment, partenaires financiers était venue saluer la promesse tenue de la plus importante coopérative HLM de France.

Ecrit par le 18 mai 2026



Les élus ont planté un olivier signe des liens qu'ils tissent ensemble pour construire l'habitat pour tous. De gauche à droite Dominique Santoni, Thierry Suquet, Michel Gontard, Yves Bayon de Noyer et Xavier Sordelet. Copyright MMH.

C'est dans la Résidence Les glycines que la coopérative HLM a signé son 40 000^e logement. La résidence, entièrement sécurisée avec portail automatique, a été érigée sur un terrain communal cédé par la Ville, en entrée de bourg.

Deux bâtiments en R+2

La résidence des Glycines est composée de deux bâtiments en R+2, dont un avec ascenseur, comprenant au total 21 logements proposant 2T2, 12T3 et 7T4 dotés, chacun, d'un extérieur avec pour les rez-de-chaussée un jardinet ainsi que des terrasses pour les étages.

Dans le détail

Les 12 T3 disposent de 66 à 70m² allant de 399 à 467€ mensuels et 40€ de charges. Les 7T4 s'étendent

Ecrit par le 18 mai 2026

sur 77m2 pour des loyers allant de 507 à 524€ et 45€ de charges. Enfin, les 2T2 proposent de 59 à 63m2 pour des loyers compris entre 373 et 396€ auxquels s'ajoutent 35€ de charges. 21 places de stationnement ont été réalisées ainsi que des places en sus pour les visiteurs.

Les chiffres

Le coût total de la résidence s'élève à plus de 3,196M€ dont 2,487M€ financés par la Banque des Territoires, 140 000€ par Action logement, 72 000€ par l'Etat, 40 000€ par le Département et 457 166€ en fonds propres. Les prêts ont été garantis par le Département et la Commune à 60%.



Yves Bayon de Noyer, maire du Thor Copyright MMH

Ils ont dit

Yves Bayon de Noyer, maire du Thor

«En matière de logements sociaux, la commune du Thor revient de très loin car les premiers datent de 1966-67, 1978 et 1986 pour un total de 198, entamait le maire du Thor, [Yves Bayon de Noyer](#). Il faudra

Ecrit par le 18 mai 2026

attendre 2024, soit 38 ans plus tard, pour réceptionner de nouveaux logements, ce qui nous a permis de sortir de ce constat de carence et de récupérer notre droit de préemption.»

«En tout, 16 lieux de logements sociaux

ont été répartis sur la commune de façon à en garantir la mixité sociale. En 2025, nous réceptionnerons 90 logements sur trois lieux et, à venir, 564 autres logements. Nous rencontrons systématiquement les administrés lors de réunions de présentation des nouveaux programmes pour les convaincre de leur bien-fondé et nous engageons, pour chaque projet, dans l'embellissement, la végétalisation et l'amélioration des voies et de l'environnement du quartier afin de le qualifier à la hausse. Aujourd'hui, nous pouvons dire que cette opposition de principe au logement social est bien derrière nous.»

«Nous atteindrons les 15% de logements sociaux en 2026

alors qu'en 2014 nous étions à moins de 4%. Mais pour nous, ce taux de 25% -qui est la Loi-, n'est pas une cible car son atteinte entraînerait un déséquilibre conséquent en matière d'habitat.»



Ecrit par le 18 mai 2026

Xavier Sordelet, Directeur-général de Grand delta Habitat Copyright MMH

Xavier Sordelet, directeur général de Grand Delta Habitat

s'est fait le porte-parole d'Emmanuelle Cosse, présidente de l'Union nationale des Fédérations d'organismes HLM «Qui n'a pas pu venir, retenue par la crise institutionnelle en cours.» En voici un court extrait : «Le mouvement HLM a un programme simple, c'est celui de loger la France telle qu'elle est : celle des travailleurs aux revenus modestes, celle des mères de famille qui élèvent seules leurs enfants, des retraités aux petites pensions, des salariés de première ligne, comme par exemple celles et ceux du secteur de l'aide à la personne ou de la logistique. Bref, toutes les personnes qui n'ont pas de patrimoine et qui ont besoin de l'engagement de la puissance publique.»



Michel Gontard, Président de Grand Delta Habitat Copyright MMH

Michel Gontard, président de Grand Delta Habitat

«Nous sommes actuellement le partenaire de plus de 200 maires avec lesquels nous tissons des liens de

Ecrit par le 18 mai 2026

confiance qui se matérialisent, ici, par la mise à disposition de foncier, ce qui permet de loger les générations futures mais aussi les seniors grâce à des appartements transformables en rez-de-chaussée, notamment pour les personnes à mobilité réduite. Nous avons également prévu un garage à vélo en regard des cheminements cyclables prévus par la Ville. La résidentialisation de nos résidences est facteur de tranquillité et de sécurité publiques. Nous travaillons l'isolation de nos bâtiments afin que les charges soient les plus minorées possible pour nos locataires. Ainsi, la résidence des Glycines obtient un DPE (Diagnostic de performance énergétique) B.»



Dominique Santoni, Présidente du Département de Vaucluse Copyright MMH

Dominique Santoni, présidente du Département de Vaucluse

«Grand Delta Habitat a déjà réhabilité plus de 767 logements sur l'ensemble du parc de l'ex Vallis Habitat, là où le bailleur social en rénovait 130, en moyenne, par an et s'est engagé à en rénover 4 000 sur 5 ans. Dans un même temps, 579 nouveaux logements ont été construits sur l'ensemble du Vaucluse.

Ecrit par le 18 mai 2026

Grand Delta Habitat fait montre d'une très belle dynamique positive. Je remarque la qualité de la construction, son adaptation aux parcours de vie, aux personnes à mobilité réduite et sa situation proche du centre-ville afin que les habitants puissent tisser des liens avec son environnement, le tout répondant aux besoins des Vauclusiens. Bravo aux équipes de Grand Delta Habitat pour la qualité de leur travail et à la coopérative pour sa capacité de travail, l'engagement et le respect de sa parole et sa compétence : Nous n'avons plus de remontées négatives des élus, sur le territoire. En 2025, nous investirons à nouveau 120M€, en tant que donneur d'ordre.»



Thierry Suquet, Préfet de Vaucluse Copyright MMH

Thierry Suquet, Préfet de Vaucluse

«Il est nécessaire de construire de façon adaptée à la ville, dans des proportions acceptables et qui répondent aux besoins de loger des jeunes, des salariés et des retraités. Cela n'est possible qu'avec un outil qui connaît le territoire et qui ne soit pas qu'un bâtisseur mais aussi un acteur du développement territorial en lien avec les maires, le Conseil départemental et en prise directe avec la réalité du terrain.

Ecrit par le 18 mai 2026

C'est le cas de Grand Delta Habitat dans sa forme actuelle avec les défis à relever : la démolition de bâtiments datant des années 1970 qui ne sont plus adaptés à la vie actuelle, la réhabilitation, la construction et l'innovation. Le logement est un levier d'émancipation et de développement familiaux et de mixité sociale, ce qui participe à l'épanouissement de notre société.»



Les Glycines au Thor Copyright MMH

Salon des maires de Vaucluse : « Après les

Ecrit par le 18 mai 2026

gilets jaunes, les écharpes tricolores ? »



Alors que l'assemblée générale de l'Association des maires de Vaucluse (AMV), et le salon des collectivités qui l'accompagne ont accueilli un millier de visiteurs, l'absence de Thierry Suquet, préfet de Vaucluse convoqué à Paris par Bruno Retailleau avec l'ensemble de ses homologues de l'Hexagone pour une réunion avec le ministre de l'Intérieur, a été particulièrement mal perçue par les maires.

Beaucoup d'élus locaux et peu d'Etat, beaucoup de questions et peu de réponses, beaucoup de colère et peu d'écoute... tels pourraient être les maître-mots de la vision qu'ont nos maires de leur rapport avec un Etat 'parisien' qu'ils considèrent de plus en plus éloigné des territoires.

C'est Cécile Helle, maire d'Avignon qui a pris la parole pour accueillir tous les maires de Vaucluse pour [cette première de l'AMV \(Association des maires de Vaucluse\) au parc des expositions.](#)

« D'habitude, nous nous réunissons à Monteux. C'est nouveau de nous retrouver à Châteaublanc, à quelques jours du Congrès des Maires à Paris. Cette année le thème est 'Les communes, heureusement!'.

Écrit par le 18 mai 2026

C'est une forme de reconnaissance pour la République décentralisée que sont nos villes et villages. Dans ces périodes d'incertitude, de crise, c'est une évidence pour les citoyens, une proximité. Ce que nous voulons, c'est que les communes soient respectées, écoutées. Elles sont le premier des services publics, parfois le seul. Ce sont elles qui maintiennent les écoles, les équipements socio-culturels, le mouvement sportif, on l'a bien vu pour le passage de la flamme Olympique dans le Vaucluse le 19 juin. Elles sont un amortisseur social après la crise sanitaire, l'inflation, la flambée des prix de l'énergie, les citoyens se tournent vers les maires, c'est l'échelon le plus proche de leur protection, du renforcement du lien, du vivre ensemble. »



©AB/l'Echo du Mardi

« Ce que nous voulons, c'est que les communes soient respectées, écoutées. »

Ecrit par le 18 mai 2026

Cécile Helle, maire d'Avignon

« On voit bien dans nos territoires que le changement climatique est une réalité, il frappe le monde agricole qui est un des piliers essentiels de l'économie du territoire. Nous avons aussi vu ces derniers jours chez nos voisins espagnols de Valence à quel point la Méditerranée est vulnérable », ajoute Cécile Helle, qui par ailleurs est géographe de formation.

« S'il n'y a pas de respect, de confiance, de soutien de la part de l'Etat, on verra, dans 5 ans, 10 ans, 20 ans à quel point la République sera fragilisée. Or là, nous n'avons aucune visibilité sur les budgets. Quel impact sur nos investissements, notre fonctionnement avec des ponctions de l'Etat de 5M€ sur les collectivités locales? Nous ne pouvons pas travailler sereinement quand on doit éponger le déficit de l'Etat dont nous ne sommes pas responsables. Nous ressentons un sentiment d'injustice alors que tous nos budgets, eux, sont en équilibre à l'euro près. »

Elle poursuit sa diatribe : « Pour Avignon, cela représente 3,6M€ sur les 150M€ de notre budget de fonctionnement. Que faire? Refermer la Médiathèque Renaud-Barrault de la Rocade que nous venons de rouvrir après l'avoir rénovée à grands frais, virer les 18 agents municipaux qui y travaillent avec les conséquences sur l'emploi et sur leurs familles que cela implique? Nous avons baissé le tarif des cantines scolaires, devons-nous y revenir? Tout ce que je demande c'est le respect et le soutien de l'Etat ».

« Ras-le-bol du traitement qui nous est infligé par certains comme si nous étions des délinquants. »

Max Raspail, maire de Blauvac

Après Cécile Helle, c'est un autre maire qui prend la parole, celui de Monteux, Christian Gros, qui d'habitude accueillait jusqu'alors l'assemblée générale des maires de Vaucluse chez lui, au Château d'eau. En l'absence de Max Raspail souffrant, maire de Blauvac et conseiller départemental, il a lu sa lettre : « Ras-le-bol du traitement qui nous est infligé par certains comme si nous étions des délinquants. On demande un peu de respect, sinon on va aller à la pêche ou jouer à la pétanque. Le découragement frappe un maire sur deux. 450 d'entre eux démissionnent chaque année, sans parler des adjoints ou des élus municipaux et 55% des sortants ne comptent pas se représenter en 2026, lors des municipales, c'est dire si le mal et la morosité ambiante sont profonds. Est-ce que l'enjeu en vaut la chandelle ? »

« A travers les maires, c'est la démocratie qui est menacée. »

Christian Gros, maire de Monteux

Christian Gros l'a ensuite martelé, comme chaque année : « A travers les maires, c'est la démocratie qui

Ecrit par le 18 mai 2026

est menacée, nous portons notre mandat à bout de bras sans compter nos heures, avec passion et détermination. Que l'Etat protège ses élus locaux. Agressions physiques et morales, menaces, diffamation, harcèlement, pressions, il faut aller plus loin dans les sanctions ».

Il évoque ensuite le manque total de visibilité : « Gérer, c'est prévoir. Or aujourd'hui on est en plein brouillard avec les contraintes que nous impose l'Etat. Entre les coups de rabot, le grignotage de la TVA, la baisse des DMTO, la diminution des commandes dans le BTP, les plans sociaux qui vont se succéder avec leur cortège de licenciements, l'angoisse grimpe. La conjoncture géo-politique inquiète. Le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau parle d'extension de pouvoirs vers les polices municipales, c'est encore un transfert de charges supplémentaires pour nous. »



Christian Gros lors de la minute de silence en hommage aux élus disparus dont Marie-Josée Roig maire d'Avignon pendant 3 mandats, conseillère régionale, présidente du Grand Avignon, députée et ministre de Jacques Chirac. ©AB/l'Echo du Mardi

Christian Gros continue : « Le mieux comme le pire ne sont pas exclus. Bien sûr on sait gérer, on va le faire mais on va jouer sur la prudence, reporter des projets. N'étranglez pas nos communes. Certes il est

Ecrit par le 18 mai 2026

normal de participer au redressement des finances de la France, mais qu'on arrête de nous tenir pour responsables de son déficit abyssal. On ne doit pas être la vache à lait de tous ».

Il conclut quand même sur une note plus douce : « Etre maire, c'est le plus beau de tous les mandats, mais c'est tout sauf un long fleuve tranquille. C'est une aventure humaine d'une grande richesse avec nombre de contradictions, mais nous avons tous la passion du service public chevillée au corps ».

« La colère gronde dans les campagnes. »

Pierre Gonzalvez, président de l'AMV et maire de l'Isle-sur-la-Sorgue

C'est ensuite au président de l'association représentant 149 des 151 maires de Vaucluse (Orange et Le Pontet ne sont pas adhérents) de s'exprimer. Pierre Gonzalvez qui a salué son ex-complice à la tête de la présidence bicéphale avec Jean-François Lovisolo. « 2024 est une année particulière aussi bien pour le climat international que pour l'ambiance anxiogène. Et la France est une société qui clive au moment où la modération a du mal à se faire entendre. Que feront les maires en 2026, certains vont baisser les bras, ne pas se représenter, mais tous les autres ont une foi indéfectible dans leur mission au service des autres. »

Il continue : « Nous devons faire des économies, mais pour certains il faut que rien ne change côté dotations, subventions. On nous a parlé de simplification administrative, mais nous nageons entre [PLU](#), [ZAN](#), [SCOT](#), [SRADDET](#). Que des sigles et acronymes qui s'ajoutent les uns aux autres dans un jargon insupportable. Comment ré-industrialiser sans terre disponible, comment construire des logements sociaux, des crèches, des écoles sans foncier disponible ? C'est une aberration totale : on paie chaque année des pénalités sans fin parce qu'on n'a pas la place d'édifier assez de HLM. Ou alors, certains aménageurs sans vergogne, rasant une maison au milieu d'un pré et construisent un immeuble qui bouche la vue des voisins qui se lancent dans une bataille juridique ».

Le maire de l'Isle-sur-la Sorgue évoque ensuite les problèmes de paysans qui cultivent lavande, cerise, ou vigne. « [La colère gronde dans les campagnes](#). Ils n'ont pas été entendus depuis le Salon de l'Agriculture en mars dernier, ils vont repartir en tracteur vers les ronds-points et les préfectures. »

Ecrit par le 18 mai 2026



©AB/l'Echo du Mardi

« Ce que nous voulons, c'est un Etat fort, qui fasse appliquer la loi. Ce n'est pas notre rôle de nous substituer à lui. »

Pierre Gonzalvez

Autre souci auquel sont confrontés les maires : les déserts médicaux. « Les nouveaux arrivants, dans nos communes, ne comprennent pas qu'ils n'aient pas un médecin traitant, c'est encore à nous de prendre le problème à bras le corps avec des Maisons de Santé que certains salarient, comme le fait la présidente du Conseil départemental à Avignon, Apt, Cadenet et bientôt à Sorgues ».

La liste des soucis des maires, continue avec la sécurité : « Le maire n'est pas l'alpha et l'oméga de la sécurité. Ce que nous voulons, c'est un Etat fort, qui fasse appliquer la loi. Ce n'est pas notre rôle de nous substituer à lui. Certes, nous pouvons agir quand le trafic de drogue se diffuse chez nous à travers de pseudo-épicerie ouverte toute la nuit qui provoquent embouteillages, bruits intempestifs et nuisances en tous genres pour ceux qui doivent se lever tôt le matin pour aller au travail. Mais on nous prend pour des empêcheurs de 'dealer en rond' et souvent des menaces sont proférées vers les policiers ».

Ecrit par le 18 mai 2026

Le Département hausse le ton

Place à la présidente du Département de Vaucluse, Dominique Santoni. Elle avait déjà poussé un coup de gueule tonitruant lors de [la dernière séance plénière de l'exécutif](#) en disant que « Macron a cramé la caisse ». Cette fois, elle a martelé avec vigueur : « Paris ça suffit ! Nous nous efforçons de tenir la barre et de garder le cap. Depuis notre dernière AG, la dissolution n'a vraiment pas arrangé la situation. Et cela au moment même où les déficits de l'Etat ont explosé. Nous en avons assez d'un Etat central qui demande toujours plus aux collectivités locales en leur laissant toujours moins de moyens. Sans concertation et en ne s'appliquant pas à lui-même ce qu'il exige des autres. C'est une situation difficilement supportable et la liste est longue. Diminution de moitié de la DGF (Dotation globale de fonctionnement), perte partielle pour les communes et totale pour les départements de l'autonomie fiscale, transferts de compétences et de charges sans compensation financière, multiplication des normes et contraintes. Et voici, comme je l'ai déjà dit que l'Etat se retourne vers les collectivités locales pour renflouer ses caisses et son déficit. »

[Vaucluse : l'un des départements les plus pauvres de France va payer pour les riches](#)

Dominique Santoni continue : « Les départements sont les collectivités locales les plus ponctionnées dans ce projet de loi de finance, 2,2 milliards €, soit 44% de l'effort pour ses dépassements. Mes collègues présidents de conseils départementaux sont remontés et en colère comme jamais. Certains ont plein d'idées pour renflouer les caisses de l'Etat, comme vendre les préfectures ou les tribunaux, propriétés de nos départements. Je vous rassure, madame la secrétaire générale (Sabine Roussely qui représentait le préfet convoqué au ministère de l'Intérieur ce jeudi), nous n'en sommes pas là dans le Vaucluse... Pas encore. »

La Présidente, exprime une fois de plus son attachement aux maires « J'ai été maire comme vous. Je sais combien les exigences et impatiences des citoyens sont de plus en plus fortes, les contraintes et pesanteurs de plus en plus lourdes, les pressions et menaces se multiplient et je vous exprime toute ma reconnaissance et ma gratitude et je reste à vos côtés comme partenaire au quotidien, vous pouvez compter sur ma présence. »

Message reçu à Matignon ?

Venu quelques jours plus tard assister à Angers aux assises des départements de France, Michel Barnier, le Premier ministre a promis de réduire significativement l'effort demandé aux conseils départementaux. Il a ainsi proposé « de réduire le taux de prélèvement prévu au titre du fonds de réserve », de relever le plafond des droits de mutation à titre onéreux (DMTO à hauteur de 0,5 points sur 3 ans ainsi que de renoncer -à minima- au caractère rétroactif de la baisse du taux de fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA). L'hôte de Matignon propose aussi d'étaler sur 4 ans, au lieu de 3, la hausse de cotisations des employeurs territoriaux à la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales et de rehausser les concours qui sont versés aux départements par la CNSA (Caisse

Ecrit par le 18 mai 2026

nationale de solidarité pour l'autonomie).

Le département sort le chéquier pour les communes

Elle a évoqué 'Vaucluse Ingénierie' devenue agence technique du département. « 139 communes ont été accompagnées pour leurs projets. Dans le même esprit, nous proposons une enveloppe de 7M€ pour Vaucluse territoires de demain (2023-2026) et de 28,5M€ pour le contrat Vaucluse Ambition (2023-2025). »

Elle revient sur les efforts à faire pour réduire les investissements : « Il faudra trouver au minimum 15M€ mais je ne sais pas encore comment je vais boucler le budget. J'ai écrit au Premier ministre pour lui demander que le Vaucluse, au même titre que le Gard, l'Aude et l'Hérault soit exempté d'un prélèvement de 2% sur ses recettes mais je n'ai pas de réponse. Quoi qu'il arrive, je compte sanctuariser l'agriculture, l'aide aux communes, recruter des médecins généralistes, conduire nos grands chantiers (déviation d'Orange, Carrefour de Bonpas), valoriser les véloroutes. Et je le répète : le fonctionnement centralisé de notre pays où tout se décide à Paris, ça ne marche plus, il est à bout de souffle. Il est temps d'en changer, de bouger les choses. »

« Paris, ça suffit !

Il faut donner plus de pouvoirs, de responsabilités, de libertés aux communes, aux départements et aux régions. »

Dominique Santoni, présidente du Conseil départemental de Vaucluse

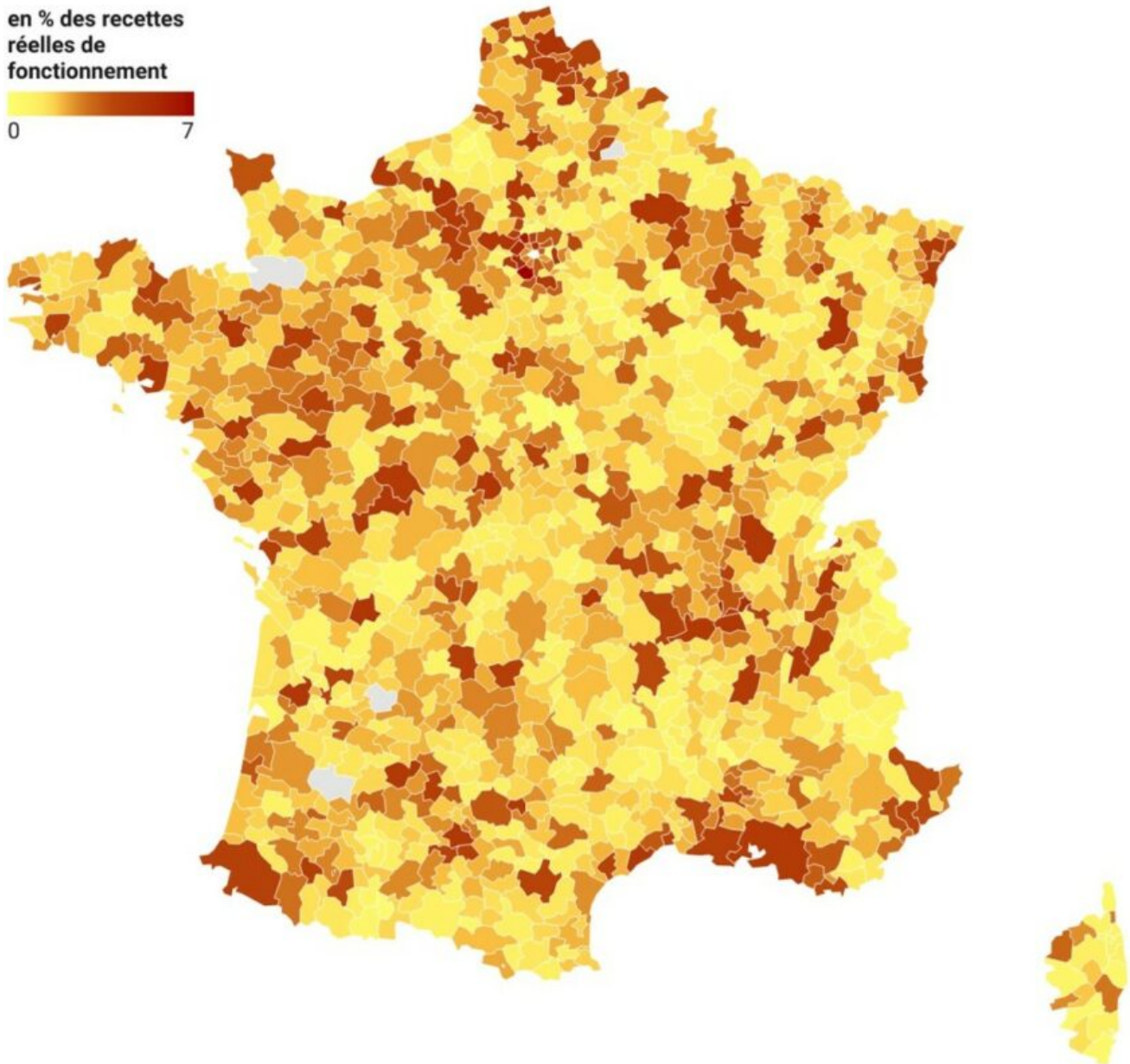
La présidente de l'exécutif vauclusien réclame alors plus de décentralisation. « Nous voyons bien qu'il faut donner plus de pouvoirs, de responsabilités, de libertés aux communes, aux départements et aux régions. Nous l'avons prouvé en luttant contre les déserts médicaux, en faisant revenir des allocataires du RSA dans le monde du travail, en construisant plus vite et davantage de logements sociaux, en installant la fibre et le haut-débit sur tous nos territoires, notamment ruraux grâce à Vaucluse Numérique. Pour cela nous devons jouir d'une véritable autonomie fiscale et financière. Nous attendons donc de l'Etat qu'il assume ses 3 grandes fonctions régaliennes : protéger, instruire et soigner. Mais décentralisation veut aussi dire simplification. Stop aux normes en tous genres, arrêtez ce cercle vicieux qui épuise et décourage toute initiative locale. Cela implique une déconcentration qui donne plus de pouvoir aux préfets et aux services de l'Etat. »

Ecrit par le 18 mai 2026

Mise à contribution des collectivités au redressement des comptes publics

Montants estimés des mesures par intercommunalité (1,4 milliard d'euros)

en % des recettes réelles de fonctionnement



** Les mesures d'impact présentées sont des estimations. Elles ont été réalisées à partir d'hypothèses, sur la base des informations disponibles (2023) à la date de rédaction. Elles pourront donc faire l'objet d'évolution et de réajustements.*

Source: Intercommunalités de France • Créé avec Datawrapper

Ecrit par le 18 mai 2026

Intercommunalités de France [vient de dévoiler une série de données et de cartes interactives inédites](#), présentant les impacts de l'ensemble des dispositifs prévus dans le projet de loi de finances (PLF 2025) intercommunalité par intercommunalité, et commune par commune.

Pour un acte III de la décentralisation

Dominique Santoni a alors lancé un appel 'transparent' à tous les élus locaux pour un « Acte III de la Décentralisation » en signant une pétition. « La situation financière de la France agit comme un électrochoc chez beaucoup de Français. Elle doit servir à réaliser des changements majeurs dans l'organisation de notre pays, il y faudra du courage et de la détermination ». Cette pétition sera envoyée au Premier ministre.

« A Bercy, ils nous expliquent qu'ils savent compter et, ce sont leurs mots, 'Qu'il s'agit d'une petite erreur technique sur les rentrées financières'.
Excusez du peu, une paille, 60 milliards ?
Il n'y aurait pas un problème dans leur logiciel ? » »

Renaud Muselier, président du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Venu de Marseille, le président du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, Renaud Muselier, bien que macroniste, ne mâche pas ses mots : « Paris, ça suffit ! s'insurge-t-il lui aussi en reprenant la formule à Dominique Santoni. Surtout quand on entend qu'entre mars et juin dernier, le déficit s'est aggravé de 60 milliards supplémentaires. A Bercy, les Mozart de la Finance nous expliquent qu'ils savent compter et, ce sont leurs mots, 'Qu'il s'agit d'une petite erreur technique sur les rentrées financières'. Excusez du peu, une paille, 60 milliards ? Il n'y aurait pas un problème dans leur logiciel ? »

Le président de la Région Sud admet qu'on va tous être impactés, car si le budget n'est pas voté, il n'y a plus de gouvernement, d'Etat. « En Provence-Alpes Côte d'Azur, si l'arbitrage est confirmé cela représentera un plan minceur de -120M€, -10%. C'est colossal. Nous allons devoir faire des choix, supprimer les doublons, mais ne pas toucher à l'aide aux communes, au budget agricole, on ne fermera pas de lycées. On ressent un sentiment ambivalent. D'abord, un abandon de l'Etat, une forme d'abattement, on est exaspérés. Mais en même temps, on veut défendre notre territoire. Notre démocratie doit fonctionner de la meilleure des façons possibles, grâce à vous tous, merci pour votre détermination et votre combat » a-t-il conclu sous des applaudissements nourris.

L'Etat a du mal à être audible

Enfin, c'est la secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse qui a longuement pris la parole en dernier, pour faire la liste de l'action de l'Etat depuis novembre 2024 et l'arrivée d'un nouveau préfet qui a succédé à l'énergique Violaine Démaret. « Nous devons partager nos efforts de façon solidaire, il ne s'agit pas d'un désengagement de l'Etat » a-t-elle résumé. Et les maires qui ont demandé le micro pour s'exprimer, on tous déclaré qu'ils avaient demandé un rendez-vous au préfet depuis son arrivée de Mayotte en février dernier et qu'ils ne l'ont toujours pas rencontré.

Ecrit par le 18 mai 2026



©AB/l'Echo du Mardi

Malucène, inauguration de la Maison de la santé

Ecrit par le 18 mai 2026



Installée 7, rue Guimety à Malaucène, la Maison de la santé s'épanouit sur 475 m2 partagés sur trois étages. Elle est composée d'un espace d'accueil, de 9 neufs cabinets médicaux et paramédicaux, de plusieurs espaces d'attente, d'une salle de convivialité ainsi que d'un logement pour accueillir un médecin en formation.

La [Maison médicale de Malaucène](#) a ouvert ses portes le 25 septembre dernier avec à son bord 1 médecin généraliste, 4 infirmières, 1 masseur-kinésithérapeute, 1 ostéopathe, 1 sophrologue-hypnothérapeute et 1 naturopathe.

La Région

a contribué à sa réalisation à hauteur de plus de 431 000€ pour son acquisition et les travaux.

Depuis sa création, le dispositif régional Kit contre les déserts médicaux

a permis la labellisation de 119 Maisons régionales de santé pour un montant de près de 19M€, dont 22 dans le Vaucluse pour un montant de plus de 4M€. La Région a également pourvu à l'installation de 29 médecins généralistes pour un montant de plus de 635 000€, dont 6 dans le Vaucluse pour un montant de plus de 200 000€. Le co-financement avec l'Agence Régional de Santé a permis la création de 235 bourses pour un montant de plus de 610 000€, dont 38 dans le Vaucluse pour un montant de plus de 99 000€.

Ecrit par le 18 mai 2026

Et demain ?

La Région Sud prévoit la création de 150 [Maisons de la santé](#) afin de réduire les inégalités de l'accès à la santé et des distances à parcourir avec une offre de soins diversifiés, équilibrée et le plus proche possible des domiciles des patients, avait évoqué, en substance, Renaud Muselier, le président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur lors d'un précédent discours.

L'inauguration

La Maison de santé de Malaucène a été inaugurée le 19 octobre avec, autour du maire de Malaucène, [Frédéric Tenon](#), à sa gauche [Dominique Santoni](#) présidente du Conseil départemental de Vaucluse et à sa droite [Bénédicte Martin](#), Vice-Présidente de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Département de Vaucluse : 35 délibérations au sommaire de la séance plénière d'octobre

Ecrit par le 18 mai 2026



« Les Contrats Ambitions 2024-2025 »

Et c'est la Présidente Dominique Santoni qui a ouvert la séance avec « Les Contrats Ambitions 2024-2025 » destinés à structurer les territoires. « 1. 803 786€ seront versés à 23 communes pour réaliser des projets et s'inscrire dans la transition écologique ». Par exemple, aménager un espace sportif à Cadenet, construire une médiathèque au Thor, désamianter le toit de l'école de Peypin d'Aigues, remplacer les projecteurs du Pôle Culturel Camille Claudel à Sorgues par des LED, désimperméabiliser la cour de récréation de l'école d'Uchaux, rénover le presbytère de Beaumont du Ventoux, installer des caméras de video-protection à Lamotte du Rhône et rénover les murs en pierres sèches de Saignon.

Eau

Après les 1ers Etats Généraux de l'Eau, en décembre 2022, des actions vont être réalisées pour économiser l'eau à Fontaine de Vaucluse, Vacqueyras, Sault et à la station d'épuration d'Orange. 470 000€ seront alloués à l'aménagement hydraulique pour maintenir l'activité agricole vauclusienne malgré la sécheresse. Sur 38 900 hectares irrigables en Vaucluse, 25 000 (soit 64%) sont gérés par des Associations Syndicales de Propriétaires (ASP) pour le Canal de Saint-Julien, celui de Carpentras ou celui de l'Isle-sur-La Sorgue et le Canal Crillon, dans la Plaine d'Avignon.

Arbres

Ecrit par le 18 mai 2026

Le dispositif « Planter 50 000 arbres en Vaucluse » prend racine. Le Schéma des Espaces Naturels Sensibles et de la Biodiversité de Vaucluse 2019-2025 se poursuit à Beaumont-du-Ventoux, Saint-Saturnin-les-Avignon, Pernes, Maubec, Puget-sur-Durance, Saint-Pierre-de-Vassols et le Pays de Sorgues et Monts-de-Vaucluse.

Solidarité et inclusion

Cavaillon et l'embrasement de 4 véhicules de police devant le commissariat ont fait la une de l'actualité mercredi. Dans le cadre du Contrat de ville, 30 000€ vont être crédités « pour contribuer à une société plus inclusive et plus solidaire » dans les quartiers défavorisés, notamment les 6840 habitants de la fameuse Cité du Docteur Ayme ou Ratacan. Avec un seul but, réduire les inégalités sociales.

[Vaucluse : l'un des départements les plus pauvres de France va payer pour les riches](#)

Haut & Très Haut Débit

Vaucluse Numérique continue l'aventure du 100% connecté et du Haut & Très Haut Débit. Entamé en 2011, le réseau a déployé 700 km d'infrastructures et posé 10 000 prises entre 2012 et 2014. Le 1er Plan (68M€) qui s'est achevé en 2019, a débouché sur l'installations de 50 000 prises. Le second, finalisé en 2021 a coûté 80M€ et permis d'installer 55 000 boîtiers. Hervé de Lépineau l'élu de Carpentras a rappelé que nombre de branchements sauvages sévissent, sans parler des intempéries, rafales de mistral et pluies diluviennes. « Il faudrait des normes qui sécurisent les coffrets ».

Collèges

Pour le bon fonctionnement des 41 collèges publics de Vaucluse, 3,867M€ vont être crédités pour la prise en charge des facture de gaz et d' électricité qui flambent à cause du coût de l'énergie. Ce sera notamment le cas pour les établissements Charles de Gaulle à Apt, Mistral & Roumanille à Avignon, Saint-Exupéry à Bédarrides, Anne Frank à Morières, Jules Verne au Pontet Albert Camus à La Tour d'Aigues et Lou Vignarès à Vedène. Et pour 2025, le tarif des cantines passe de 3,40€ à 3,60€.

Toujours dans le cadre de l'éducation des jeunes vauclusiens, le Schéma Numérique continue de migrer vers la fibre. D'ici à fin-décembre, la totalité des 53 collèges publics et privés sera connecté au Très Haut Débit. Sur un budget annuel d'investissement de 2M€, 900 000€ seront consacrés à l'achat de tablettes, PC et écrans interactifs. « Et je suis formelle », a précisé la Présidente à une élue qui affirmait que sa fille avait accès à tout et était une *'véritable bombe à retardement à la maison'*. « Le code parental est absolument obligatoire pour tous les équipements destinés aux enfants. »

Communes

Un dossier financier important pour le maillage des territoires, celui des dotations pour les communes de moins de 5 000 habitants et il y en a quand même 124 sur les 151 que compte le Vaucluse. Avec à la clé 11,852M€ de dotations. Par exemple, 250 000€ pour Robion, 235 000€ pour Camaret, 238 000€ pour

Écrit par le 18 mai 2026

Cheval-Blanc, 186 000€ pour Bedoin, 176 000€ pour Gargas, 141 000€ pour Baumes-de-Venise et 110 000€ pour La Bastide des Jourdans.

Médecins

Pour lutter contre les déserts médicaux, le Département s'est lancé dans la création d'un réseau de Maisons de Santé avec déjà 3 sites à Avignon, Apt et Cadenet. Deux autres vont ouvrir à Sorgues et Valréas et une convention va être signée avec la Fédération Nationale pour renforcer l'accès des Vauclusiens aux soins de santé.

Attractivité

Enfin pour renforcer le rayonnement et l'attractivité du Vaucluse, le département adhère depuis 1994 au Comité du Tourisme de la Région Sud et renouvelle sa cotisation pour être encore plus présent au cœur des tour-opérateurs, sites touristiques, chaînes de loisirs en plein air, d'hôtellerie, de restauration, les offices de tourisme, les agences de voyages voire les influenceurs. Le Vaucluse, ses paysages, ses festivals, son patrimoine, sa culture, sa romanité, ses vignes, ses villages perchés est un département hautement touristique dans un pays qui est leader mondial avec 100 millions de visiteurs par an. Avec le passage de la Flamme le 19 juin dans le Luberon, au Théâtre Antique d'Orange, au Mont-Ventoux, à Avignon et les Jeux Olympiques et Paralympiques, ce chiffre va sans doute progresser partout en 2024.

André Brunetti

Vaucluse : l'un des départements les plus pauvres de France va payer pour les riches

Ecrit par le 18 mai 2026



Plénière du Conseil départemental de Vaucluse : c'est l'Etat qui a cramé la caisse et c'est au 5^e département le plus pauvre de métropole de trinquer. La pilule a vraiment du mal à passer pour sa présidente.

En prologue à la séance de ce vendredi, calmement, la présidente Dominique Santoni a pris la parole. « Je suis d'accord, comme une majorité de Français, pour dire qu'il faut arrêter la dérive des finances publiques et les déficits cumulés de l'Etat. Et parce que la situation est grave, je ne suis pas choquée - a priori - que l'on demande à tout le monde, y compris aux collectivités locales d'y prendre part, même si elles sont loin d'être responsables de cette situation ».

Dettes depuis 2016 : Etat +68%, Département de Vaucluse -24%

Après cette entrée en matière pianissimo, le ton est monté d'un cran. « Je voudrais quand même vous rappeler 2 chiffres : début 2016, la dette publique nationale était de près de 1 950Mds€, elle est passée à 3 200Mds€ en 2024, soit +63% en 8 ans. En Vaucluse, parallèlement, sur cette même période, notre dette est passée de 211M€ en 2016 à 160M€ en 2024, soit un très net recul de -24% ».

Donc, Dominique Santoni a insisté mezza voce : « Ce n'est donc pas le Vaucluse qui a contribué au gonflement de cette dette abyssale, bien au contraire. D'ailleurs, nous avons collectivement fait un vrai

Ecrit par le 18 mai 2026

effort de désendettement. Et chacun sait que les collectivités locales, contrairement à l'Etat, ne peuvent pas emprunter pour financer leur fonctionnement, elles doivent absolument chaque année de la mandature, présenter un budget en équilibre ».

C'est alors que la Présidente de l'exécutif vauclusien reprend d'une voix ferme la fameuse exclamation de la présidente de la Région Ile-de-France, Valérie Pécresse : « C'est l'Etat qui a cramé la caisse ». Et elle cite plusieurs exemples qui tendent à prouver que le Vaucluse a déjà largement contribué au désendettement de l'Etat. « Lui, qui n'a jamais cessé de nous transmettre des charges nouvelles en ne compensant jamais ou pas intégralement ces transferts. Pour la seule année 2023, dans le cadre du Ségur de la Santé +6,6M€ sans compensation, pour l'autonomie +3,4M€, pour l'enfance +2M€. Dans ces seuls 3 secteurs, l'Etat s'est déchargé sur nous de 12M€. »

Selon [Intercommunalités de France](#), (voir carte ci-dessus) la contribution imposée au Département de Vaucluse sur son budget 2025 serait de 13,4M€. Elle s'élèverait à 51M€ pour les Bouchez-du-Rhône, 27,2M€ pour les Alpes-Maritimes, 25,4M€ pour le Var, 5M€ pour les Alpes-de-Hautes Provence, 4,6M€ pour les Hautes-Alpes et... 0€ pour le Gard.

Puis, fortissimo, Dominique Santoni révèle, « Même s'il est trop tôt pour mesurer l'impact en 2025 du PLF (Projet de loi de finances), il circule une liste de 20 départements considérés comme les plus fragiles de France qui pourraient a priori être exonérés de cette ponction de 2%. Or le Vaucluse n'y figure pas. Je vais donc écrire au 1er Ministre Michel Barnier et à la Ministre du Partenariat entre les Territoires et de la Décentralisation, Catherine Vautrin pour savoir quels critères ont présidé à l'élaboration de cette liste. Ce qui paraît pour le moins curieux puisque, depuis des années, l'Etat nous explique que le Vaucluse est le 5e département métropolitain le plus de pauvre de France. Or je me bats, et nous nous battons tous ensemble, pour rendre son attractivité à ce territoire, pour y créer des emplois et pour qu'on arrête de lui coller à la peau cette étiquette péjorative. Et ne voilà-t-il pas, quand il s'agit d'exempter d'impositions nouvelles les 20 départements les plus fragiles, comme nos voisins du Gard, de l'Hérault et de l'Aude, qui ont un taux de pauvreté comparables ou inférieurs au nôtre, que le Vaucluse, lui, n'apparaît pas. »

« Je trouverai cela particulièrement injuste si les fourmis étaient pénalisées et les cigales exemptées. »

Dominique Santoni, présidente du Conseil départemental de Vaucluse

Le ton de Dominique Santoni monte crescendo : « De deux choses l'une. Soit notre département n'est plus classé parmi les 20 départements les plus pauvres et que l'Etat le dise. Soit, avec son taux de pauvreté en tous points comparable à nos voisins d'Occitanie, le Vaucluse n'est plus considéré comme fragile parce que nous avons fait davantage d'efforts pour maîtriser nos dépenses que nos voisins d'Outre-Rhône. Mais, je trouverai cela particulièrement injuste, si dans la contribution que l'Etat s'apprête à demander aux collectivités locales, les fourmis étaient pénalisées et les cigales exemptées. Ce serait décidément une bien mauvaise fable. Je vais donc écrire dans ce sens au chef du gouvernement et

Ecrit par le 18 mai 2026

je demande ici, à nos parlementaires, de veiller particulièrement à ce sujet lors du débat budgétaire qui s'ouvre. »

[Département de Vaucluse : 35 délibérations au sommaire de la séance plénière d'octobre](#)

Rentrée politique de la Présidente du Département de Vaucluse



C'est au Domaine Gigognan, à Sorgues que Dominique Santoni, aux côtés de Thierry Lagneau (respectivement présidente et vice-président du Conseil départementale de Vaucluse), a fait sa rentrée après s'être prise aux Jeux Olympiques et surtout aux Jeux Paralympiques auxquels elle

Ecrit par le 18 mai 2026

est allée assister à Paris et à Saint-Denis. « C'était magnifique ce dépassement de soi des athlètes, cette ferveur des spectateurs, cette ambiance de fête, cette fraternité! »

Tour de France

Et d'enchaîner sur Le Tour de France 2025 « Nous sommes candidats pour qu'il passe par le Ventoux » a-t-elle confié. La dernière fois qu'on a vu la caravane arriver au sommet du Géant de Provence, c'était en 2016 et le dernier passage des champions sur ces lacets c'était en 2021, dans l'étape Sorgues-Malauca après une double ascension. Réponse le 29 octobre pour le tracé dessiné par Christian Prudhomme, le directeur du Tour et son équipe.

[Le Ventoux au menu du Tour de France 2025 ?](#)

Dettes de l'Etat et dettes des départements

Aussitôt après, il a été question de politique avec une polémique partie de Paris, alors que la France est en apesanteur depuis 3 mois, depuis la dissolution du 9 juin. Selon certains grands argentiers de l'Etat, les problèmes de déficit publics seraient dûs aux collectivités locales... Alors que la dette de l'Etat s'élève à 3 600 milliards d'euros et que celle des collectivités (dûe notamment à la non-compensation des frais induits par le RSA, la réduction de la Dotation Globale de Fonctionnement, la perte de la part départementale de la Taxe Foncière et tout au transfert de charges de l'Etat vers les collectivités territoriales) n'est que de 44 milliards d'euros soit 1,22% de la dette totale...

[Comment évoluent les dettes publiques ?](#)

Le RSA est une aide au retour à l'emploi

« Laissez-nous travailler, laissez-nous vivre, nous gérons à l'euro près, nos budgets ont l'obligation d'être à l'équilibre alors que celui de l'Etat est en déficit, que chacun balaie devant sa porte. En plus, l'Etat ne cesse de nous imposer des dépenses qu'il ne compense jamais » martèle la présidente. « Oui, nous voulons aider les gens qui en ont vraiment besoin, l'argent doit aller à qui de droit. Le nombre de bénéficiaires du RSA est passé en Vaucluse de 17 000 à 15 700 et le département a pu récupérer 10 millions d'euros en luttant contre la fraude. Alors que la charge nette pour le Vaucluse est passée de 24,2 millions d'euros en 2014 à 41,7 millions d'euros en 2024 pour le RSA. Mais l'important, c'est surtout le retour à l'emploi des Vauclusiens laissés sur le bord de la route. Leur taux a grimpé de 5% à 34% avec une étude au cas par cas de chacun, un suivi, des stages. D'ailleurs, nous sommes dans ce secteur le département le plus performant de la Région Sud » précise Dominique Santoni.

Écrit par le 18 mai 2026

[Le Département de Vaucluse construit la nouvelle maison des personnes handicapées pour 2026](#)

Les recettes baissent mais surtout les dépenses initiées par l'Etat augmentent

Elle poursuit : « Nous avons anticipé, mis de l'argent de côté, réduit l'endettement. Avec l'Association des Départements de France, nous constatons une baisse des DMTO (Droits de mutation à titre onéreux), un renchérissement des coûts dû au Ségur de la Santé qui fait grimper de façon rétroactive le salaire de chaque soignant de 183€, ce qui est bien pour tous ces agents si dévoués envers les malades. Mais c'est encore à nous de mettre la main à la poche, l'Etat ne bouge pas. On nous demande aussi, dans les 41 collèges publics du département, de financer des casiers pour que les élèves déposent leurs smartphones. Pour un établissement moyen de 450 élèves, leur coût se situe entre 10 000 et 18 000 euros alors que l'Etat réduit son personnel de surveillance ».

[Immobilier en Vaucluse : rééquilibrage du marché en 2023](#)

L'investissement ne s'arrêtera pas

Nombre de chantiers sont en cours : « Memento » à Agroparc, le pôle des Patrimoines avec les services des Archives et de l'archéologie, le réaménagement du Carrefour des Bonpas, la déviation de la Nationale 7 à Orange, le lancement des travaux de la future Maison de l'Autonomie. Mais aussi 38 millions d'euros ont servi à rénover les collèges et certains bâtiments du patrimoine. » Un sujet de satisfaction : le vélo. Il existe 152,5km de vélo-routes en Vaucluse. Des dizaines de milliers de personnes les ont empruntées, touristes, familles, pour les loisirs ou le travail.

[Memento : la mémoire a de l'avenir en Vaucluse](#)

Rester au service des vauclusiens

Malgré la morosité ambiante, l'inflation, le département investit, garde le cap. Avec un budget primitif de 767 millions d'euros pour les personnes âgées, les handicapés, les vauclusiens les plus démunis, les pompiers, la culture, l'éducation, le sport, les paysans, l'aménagement du territoire, les entreprises, le logement, la santé. Et derrière leur présidente, les 2 727 agents du département ont tous la même mission : être au service des Vauclusiens.

(Vidéo) Marie-Josée Roig fera ses Adieux à Avignon à la collégiale Saint-Agricol mercredi 14 août à 10h



Les obsèques de Marie-Josée Roig auront lieu en la collégiale Saint-Agricole, en intramuros à Avignon mercredi 14 août à 10h. L'ancienne maire d'Avignon était décédée à 86 ans à l'hôpital Henri Duffaut mercredi 7 août. Un registre des condoléances sera installé dans le péristyle de

Ecrit par le 18 mai 2026

l'Hôtel de Ville d'Avignon de lundi 12 août à lundi 3 septembre 2024.



La Collégiale a été édifée au 7e siècle -entre 660 et 700- par Saint-Agricol, évêque d'Avignon. L'édifice remanié au 14e siècle, de style gothique, abrite les reliques de Saint-Agricol, patron de la Ville. Il est inscrit aux Monuments historiques. Copyright MMH

Elle fût le maire RPR puis UMP d'Avignon de juin **1995** à avril **2014** ; Présidente du Grand Avignon de janvier **2001** à avril **2014** ; Ministre de la Famille et de l'Enfance de mars à novembre **2004**, Ministre déléguée à l'Intérieur de novembre **2004** à mai **2005** toujours sous la présidence de Jacques Chirac. Elle fût également trois fois députée de juin **2007** à juin **2012** et avant cela de juin **2002** à avril **2004** et d'avril **1993** à avril **1997**.

Marie-Josée Roig,

née Méliorat, était la fille d'une institutrice et d'un père typographe au quotidien régional L'Indépendant à Perpignan où elle est née le 12 mai 1938. Elle fût professeur de lettres au lycée Alphonse Daudet de

Ecrit par le 18 mai 2026

Nîmes.

Ils ont dit

Renaud Muselier, Président de la Région Sud-Paca

'Elle était Avignon'

« Elle était Avignon, elle a transformé, développé et tant aimé sa ville a souligné Renaud Muselier, Président de la Région Sud-paca. Une femme de caractère et de cœur au service de son territoire.»

Dominique Santoni, Présidente du Département de Vaucluse

'Proximité et rassemblement'

«Marie-Josée Roig a été une pionnière qui a ouvert la voie à tant de femmes, a souligné Dominique Santoni, présidente du Département de Vaucluse. Elle a parfaitement su concilier l'aménagement de la ville d'Avignon et la qualité et l'esthétique (.../...) comme avec le chemin de halage sur le Rhône (.../...) et le mur végétal des Halles. Enfin, Marie-Josée Roig a montré que, par-delà sa propre sensibilité politique, c'est le rassemblement le plus large possible des Avignonnais qui donnait à cette ville toute sa force et toute son énergie. Elle avait fait de la proximité sa première priorité.»

Joël Guin, Président du Grand Avignon

'Une femme exceptionnelle qui a marqué l'histoire de notre territoire'

«Elle fut l'une des premières femmes maires d'une commune de plus de 50 000 habitants, tout comme la première présidente d'une Communauté d'agglomération. Femme politique de tout premier plan de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, elle fut également ministre et conseillère régionale.

Elle a mené des projets d'envergure comme le tramway, le lancement de la zone de Courtine, le développement de l'Université d'Avignon, la création du pôle de compétitivité et l'essor d'Agroparc, les transferts culturels de la Ville d'Avignon à l'Agglomération comme l'Opéra et le Conservatoire ainsi que l'installation du Conservatoire dans l'ancien palais de justice d'Avignon. Avec caractère, elle a toujours su travailler en étroite collaboration avec les élus et l'ensemble des maires du Grand Avignon.»

Ecrit par le 18 mai 2026



Photo de une : 2007, Marie-Josée Roig avec à sa droite le préfet Hugues Parent lors de la pose de la première pierre de l'extension Sud du Centre hospitalier Henri Duffaut d'Avignon DR Echo du mardi